

Pourquoi l'Afrique attend encore la permission de se développer ?

Par *Luc GNACADJA

« Tu sais, Luc, quand j'étais enfant, mon pays, la Corée du Sud, était extrêmement pauvre, ravagé par la guerre. À cette époque, le Ghana faisait partie des pays qui nous avait envoyé de l'aide humanitaire. Le Ghana avait alors un meilleur tableau de bord économique que la Corée. Que s'est-il passé depuis ? Et selon toi, qu'est-ce qui doit changer ? »

Ces mots m'ont été confiés par Ban Ki-moon, Secrétaire général des Nations unies à l'époque, alors que nous étions assis côte à côte dans un avion en route pour une mission. J'étais à l'époque le responsable onusien en charge de la lutte contre la désertification. Je n'ai jamais oublié cette conversation. Car derrière l'anecdote se cache une réalité implacable : si la Corée du Sud a pu, en une génération, passer du statut de pays bénéficiaire d'aide humanitaire à celui de puissance économique mondiale, pourquoi l'Afrique tarde-t-elle à enclencher une transformation comparable ?

La quatrième Conférence des Nations unies sur le financement du développement, qui vient de s'achever à Séville, a remis au goût du jour un chapelet d'engagements bien connus : triplement des financements multilatéraux, lutte contre les flux financiers illicites, taxation des ultra-riches, soutien aux pays vulnérables face à la dette et au changement climatique... Autant de promesses familières, égrenées une fois de plus. Combien, parmi les participants, y ont véritablement cru ? Pour beaucoup, l'exercice a plutôt ressemblé à une scène de cynisme diplomatique.

Ce que l'Afrique doit tirer de Séville, ce n'est pas une feuille de route, mais un électrochoc.

Et cet électrochoc est d'autant plus urgent que le monde a changé. Le multilatéralisme s'effrite. L'aide publique au développement n'est plus une priorité. Les pays du Nord, désormais absorbés par leurs propres transitions énergétiques, sécuritaires ou identitaires, déploient des politiques extérieures de plus en plus marquées par des nationalismes décomplexés. Dans ce contexte, croire encore que le salut viendra de l'extérieur relève de l'aveuglement. Le temps de la dépendance doit céder la place à l'heure d'une souveraineté assumée, concertée et active, entre pays africains.

Lorsque cinq chefs d'État africains sont reçus à la Maison Blanche, comme ce fut le cas récemment, doivent-ils chacun vanter les mérites de leur pays comme lors d'un speed-dating diplomatique, ou plutôt parler d'une seule voix, à tour de rôle, pour présenter l'Afrique comme un partenaire stratégique crédible et uni face aux États-Unis ?

Une dépendance systémique qui dure

L'Afrique ne souffre pas d'un manque d'idées, mais d'un complexe d'extranéité. Depuis les indépendances, son logiciel de développement et l'architecture de son financement restent prisonniers de mécanismes hérités d'une époque où l'aide internationale tenait lieu de substitut à un véritable projet économique endogène.

Les politiques publiques, souvent dictées par des bailleurs, ont façonné des élites plus expertes en rédaction de documents de cadrage qu'en mise en œuvre de réformes ancrées dans les réalités

locales. Résultat : un continent riche de ressources, de talents et de jeunesse, mais pauvre parce que trop souvent aligné sur des agendas extérieurs.

Même aujourd'hui, les institutions financières internationales continuent de traiter les pays africains comme des « risques » à contenir plutôt que comme des partenaires stratégiques. Le crédit y est plus coûteux, les investisseurs plus frileux, et les réformes souvent soumises à validation extérieure.

La rhétorique de la réforme comme écran de fumée

Il est devenu routinier de réclamer la réforme du système financier international. On la dit nécessaire, on l'appelle de tous ses vœux, on en fait le cœur des conférences. Mais l'Afrique ne peut plus se contenter d'attendre que les règles du jeu changent pour jouer sa propre partition.

La conférence de Séville, comme les précédentes, a accouché de bonnes intentions : augmentation des prêts concessionnels, incitations au secteur privé, clauses de pause sur la dette, nouvelles formes de taxation globale. Mais tant que le continent continue de chercher à l'extérieur les conditions de sa transformation, il restera dépendant d'un agenda qui n'est pas le sien.

L'exemple des dragons d'Asie : de l'intérieur vers l'extérieur

On évoque souvent la Chine, la Corée du Sud ou Singapour pour illustrer des trajectoires fulgurantes de développement. Ces pays ont pourtant commencé leur essor dans des conditions de pauvreté, de dépendance et de sous-industrialisation comparables à celles de nombreux pays africains dans les années 1960.

La Corée du Sud a bâti un État stratège, investi dans l'éducation, protégé ses industries naissantes, mobilisé son épargne et osé faire confiance à ses propres institutions. Ce que nous appelons aujourd'hui "miracle asiatique" n'est que le fruit d'une volonté politique soutenue et d'une cohérence dans la vision et le pilotage de sa mise en œuvre.

Financer le développement de l'intérieur : 5 chantiers incontournables

L'Afrique dispose aujourd'hui des ressources intellectuelles, économiques et humaines nécessaires pour engager une trajectoire souveraine de développement. Il ne manque qu'une volonté partagée de transformation, adossée à un cadre politique suffisamment robuste pour prémunir les institutions contre les dérives clientélistes et les captures privées.

Six priorités stratégiques peuvent servir de leviers pour engager une trajectoire de développement souveraine :

1. **Faire de l'éducation le socle de l'écosystème de développement**, en construisant des systèmes éducatifs qui cultivent la pensée critique, l'engagement civique, l'excellence technique et le sens de la responsabilité collective.
2. **Mobiliser l'épargne intérieure et les ressources de la diaspora**, en créant des instruments de confiance capables de canaliser ces flux vers l'investissement productif.
3. **Renforcer les banques publiques de développement**, pour qu'elles deviennent de véritables outils stratégiques de financement des infrastructures, de l'innovation et des économies territoriales.
4. **Développer des marchés financiers régionaux inclusifs**, accessibles aux PME et aux collectivités locales, afin de favoriser l'investissement de long terme et la mutualisation des risques.

5. **Faire de l'urbanisation un levier de mobilisation des ressources endogènes**, en valorisant les dynamiques locales, les économies informelles et les solidarités territoriales. Cela suppose de repenser la fiscalité urbaine non comme une contrainte, mais comme un pacte de réciprocité entre l'État et les citoyens.
6. **Donner aux collectivités territoriales les moyens de devenir des actrices de la transformation**, par un véritable transfert de compétences, de ressources et de pouvoir d'initiative.

Une urgence générationnelle

Attendre que le monde change pour changer l'Afrique est une impasse. Le monde ne fera pas de place à l'Afrique. C'est à l'Afrique de faire irruption dans le monde en assumant pleinement son autonomie de pensée et d'action.

Ce qui a été dit à Séville, nous le savions déjà. Ce que nous devons faire, nous l'avons répété mille fois. Ce qui fait défaut, c'est le courage d'assumer les disruptions nécessaires : disruption de la dépendance institutionnelle, de la frilosité politique, et de cette habitude de déléguer en permanence notre avenir à d'autres.

Ce que Séville révèle vraiment

Ce que la conférence de Séville confirme, c'est que le temps des incantations est terminé. Ce n'est pas une feuille de route qu'il nous faut, mais un choc de conscience. Un réveil collectif. Un sursaut de responsabilité.

L'Afrique n'a pas besoin qu'on lui répète ses priorités. Elle a besoin d'un acte de foi en elle-même. De leaders capables d'initier des choix courageux, porteurs de transformation, et de mobiliser autour d'eux les intelligences et les énergies du continent. De citoyens qui exigent des comptes. De coalitions nationales pour le changement, capables de traduire les promesses en politiques, et les politiques en résultats.

Il est donc temps de cesser de mendier des financements pour construire l'avenir. L'Afrique doit parler la langue de l'investissement, de la souveraineté et de la valeur ajoutée. Elle ne doit plus quémander, mais faire ses propres choix et les assumer. Non plus attendre, mais bâtir.

La transformation du continent n'est pas une faveur à obtenir, mais une décision collective à assumer. Encore faut-il, pour cela, libérer nos imaginaires. Comme l'a si justement rappelé Ngũgĩ wa Thiong'o – grand écrivain kényan et penseur de la décolonisation, décédé en mai 2025 – : « *La décolonisation de l'esprit est la condition préalable de toute décolonisation véritable.* »

Sans ce préalable, aucun changement structurel ne pourra s'ancrer dans la durée.

L'Afrique n'a pas besoin de permission pour se développer. Elle a besoin d'une décision collective : faire de sa souveraineté le socle de sa prospérité.

***Luc GNACADJA** est

Président du Think-and-do tank "*GPS-Development*"

Ancien Secrétaire exécutif de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification

Ancien Ministre de l'Environnement, de l'Habitat et de l'Urbanisme du Bénin